

18 septembre 2018, semaine 38

EMN Weekly Brief

- Le 12 septembre 2018, la Commission européenne a présenté des [nouvelles propositions](#) qu'elle estime nécessaires pour « dégager un compromis sur la réforme en matière de migration et de gestion des frontières ». Il est proposé de renforcer le corps européen de garde-frontières et de garde-côtes et l'agence de l'Union européenne pour l'asile, ce qui doit permettre aux États membres de bénéficier à tout moment d'un appui opérationnel total de la part de l'Union. La Commission propose également de rendre les procédures de retour plus efficaces en actualisant les règles européennes en vigueur et pose de nouveaux jalons dans le domaine de la migration légale en proposant de renforcer les voies d'entrée légales vers l'Europe, élément essentiel d'une politique migratoire équilibrée.
- L'OCDE vient de publier le rapport « [Triple Disadvantage ? A first overview of the integration of refugee women](#) », qui résume les recherches sur l'intégration des femmes réfugiées, à la fois comparée avec celles des hommes réfugiés et celles des autres femmes immigrées. Les auteurs constatent que la problématique de l'intégration peut être résolue par des politiques d'emploi et éducatives menées dans le pays d'accueil et que l'acquisition de compétences élémentaires (niveaux d'éducation, maîtrise de la langue du pays d'accueil) contribue largement à améliorer la situation sur le marché du travail. Cela s'avère bénéfique non seulement pour la génération directement concernée par les mesures mais également pour leurs enfants. Les auteurs concluent que les programmes structurés d'intégration tels que ceux qui existent dans les pays scandinaves apparaissent comme des investissements rentables.
- Le 14 septembre 2018, le ministre des Affaires étrangères, ministre de l'Immigration et de l'Asile a participé à la conférence ministérielle "Sécurité et migration: promouvoir le partenariat et la résilience" à Vienne. Cliquez [ici](#) pour l'intervention faite par le ministre à cette réunion consacrée à la coopération avec les pays tiers.
- La [loi du 20 juillet 2018](#) a modifié la loi sur la nationalité luxembourgeoise et a été publiée au Mémorial du 28 août 2018. Parmi les principales modifications, on trouve l'obligation pour le candidat à l'acquisition de la nationalité luxembourgeoise de produire, à côté d'un extrait du casier judiciaire du/des pays où le candidat a séjourné pendant une période de référence, également un extrait du casier judiciaire du/des pays étrangers dont il possède/a possédé la nationalité.

Chiffre de la semaine: 1.520

Parmi les salariés ressortissants de pays tiers et hors Espace Economique européen, les capverdiens constituent le premier groupe avec 1.520 personnes devant les Monténégrins 1.440, les Chinois 1.290, les Brésiliens 880, les Bosniens 860, les Serbes 760, les Américains et les Indiens : 590.

Source: Inspection générale de la sécurité sociale (données au 31 mars 2017)

Le Réseau européen des migrations, créé par la décision n°2008/381/CE du Conseil du 14 mai 2008, a pour objet de fournir des informations actualisées, objectives, fiables et comparables sur la migration et l'asile aux institutions européennes, aux autorités des États membres et au grand public, en vue d'appuyer l'élaboration des politiques et la prise de décisions au sein de l'Union européenne.

Nous contacter :

Email: emn@uni.lu

Site du LU EMN NCP : www.emnluxembourg.lu

Base de données sur la jurisprudence en matière d'immigration et de protection internationale : www.emn.lu

Site de l'EMN : https://ec.europa.eu/home-affairs/what-we-do/networks/european_migration_network_en